



La lettre des directeurs de CIO



— Édito

SOMMAIRE

Appel à candidature p 1

Élections 2005 p 2

*Le rapport THELOT
vu par l'ANDCIO* p 3

*CR de la rencontre avec
Claude THELOT* p 5

Le coin de l'ONISEP p 6

Directeur de la Publication
Denis PETRUZZELLA
Rédacteur en Chef
Patrick DEPERRAZ
patrick.deperraz@ac-grenoble.fr
Comité de Rédaction
Conseil d'Administration
de l'ANDCIO

**L'ANDCIO une
association pour tous les
Directeurs**

Visitez son site internet
[http://perso.wanadoo.fr/
adcio](http://perso.wanadoo.fr/adcio)

Appel à candidature

Les 3 années qui s'achèvent ont été riches d'évènements pour nos services et notre Association a toujours été au cœur des événements :

- la menace de décentralisation du printemps 2003
- l'AIO
- la consultation nationale des services d'orientation et la consultation externe
- le débat national sur l'avenir de l'école
- le rapport Thélot...

Dans chacune de ces situations, l'ANDCIO a affirmé et fait connaître son point de vue, caractérisé par une approche spécifique faite de « réflexion fonctionnelle prospective, pragmatisme, ouverture au changement » (Denis Petruzzella, éditorial de la Lettre n°15 des Directeurs).

Les membres du CA ont multiplié les échanges : entre eux, avec les partenaires, dans les académies. Les audiences et rencontres diverses se sont multipliées.

Nous avons affiné notre réflexion sur les CIO, sur leurs personnels, sur le

fonctionnement de l'orientation.

Nous avons eu le souci de toujours communiquer avec nos adhérents de la façon la plus ouverte, la plus rapide et la plus claire possible : les « Lettre aux Directeurs » se sont succédées au gré des événements.

En septembre 2004, nous avons présenté l'état de nos réflexions et engagements, dans un bilan d'étape validé en Assemblée Générale : la « synthèse des positions de l'ANDCIO »

Les 3 prochaines années ne s'annoncent guère plus calmes :

- la LOLF et la loi d'orientation devraient produire leurs effets sur nos missions, sur nos façons de travailler et de présenter notre travail, sur l'organisation de nos services

- le statut des directeurs de CIO et celui des CIO n'ont toujours pas évolué, même si nos propositions semblent en général bien perçues. La situation ne s'est pas améliorée et l'existence même des CIO peut être mise en question par le développement du réseau AIO

- une grande opération d'inspection des CIO est actuellement engagée par l'Inspection Générale et tout nous porte à penser

qu'elle devrait déboucher sur des propositions relatives aux CIO, à leur fonctionnement et à leurs personnels.

Dans ce contexte notre association et l'ensemble de la profession ont besoin de femmes et d'hommes motivés au CA pour continuer à faire évoluer nos idées et pour les porter : auprès de nos collègues, auprès de nos partenaires, auprès des décideurs.

Nous avons besoin de candidats dont l'engagement sera de promouvoir les CIO et leurs personnels, de faire preuve de pragmatisme et d'ouverture d'esprit, de faire vivre la démocratie au sein de notre association,

nous appelons à la candidature pour les 3 prochaines années au CA de l'ANDCIO

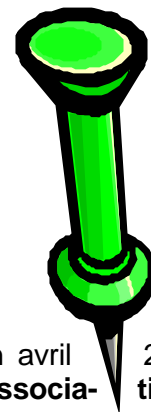
Rappel : Chaque candidat devra adresser au siège de l'association un acte de candidature indiquant son nom, son âge, son affectation et sa profession de foi, en 10 lignes maximum.

Date limite de réception des candidatures : 28 janvier 2005

Michel CONIL

Élections 2005

Modalités et calendrier



Le dernier Conseil d'Administration a été élu pour 3 ans en avril 2002. Il arrive au terme de son mandat et, conformément **aux statuts de l'association**, les prochaines élections auront lieu selon les modalités et le calendrier suivants :

Électeurs :

Toute directrice de CIO, tout directeur de CIO à jour de sa cotisation **au 30 mars 2005** est électeur.

Candidats :

Peut être candidat toute directrice de CIO, tout directeur de CIO à jour de sa cotisation **au moment du dépôt de sa candidature** et en situation d'activité au moment des élections.

Chaque candidat devra adresser au siège de l'association un acte de candidature indiquant son nom, son âge, son affectation et sa profession de foi, en 10 lignes maximum.

Date limite de réception des candidatures : **VENDREDI 28 JANVIER 2005**

Matériel de vote :

Il sera expédié par courrier **électronique au cours de la première semaine de mars 2005**

Les votes seront envoyés individuellement **par les électeurs** de manière à parvenir au siège de l'association au plus tard le **07 AVRIL 2005**

Le **dépouillement** est public. Il aura lieu au **CIO de GARDANNE**, siège de l'association, le vendredi 8 avril à 10 h 30.

Conformément aux modifications statutaires adoptées à l'unanimité lors de l'Assemblée Générale du 25 septembre 2004, le **Conseil d'Administration** est composé de 7 membres, qui forment le **Bureau. Le nouveau conseil d'administration se réunira entre le 09 et le 13 mai 2005 pour élire le bureau.**

Le Président :

Il anime et coordonne la politique et l'activité de l'association.

Il représente l'association auprès des pouvoirs publics et des partenaires.

Il est plus particulièrement chargé des questions touchant aux statuts, aux missions et à la dimension institutionnelle.

Les 2 Vice-Présidents : ils assistent et le cas échéant suppléent le Président.

Le Trésorier :

Il procède aux opérations financières et comptables et en rend compte au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale.

Il établit la liste des adhérents ayant acquitté leur cotisation.

Le Trésorier-Adjoint : il assiste et le cas échéant supplée le Trésorier.

Le Secrétaire : il établit les projets de procès-verbaux et des actes qui concourent au fonctionnement de l'association.

Le Secrétaire-Adjoint : il assiste et le cas échéant supplée le secrétaire.

Le CA se réunit en général 3 fois par an. Les membres du CA peuvent en outre, selon leurs fonctions au CA et leurs disponibilités, être appelés à se déplacer pour des réunions, des audiences, etc.

Le rapport THELOT vu par l'Association Nationale des Directeurs de CIO

Objectifs généraux et analyse

"Vers la réussite de tous les élèves !". Voilà une ambition à laquelle l'Association nationale des Directeurs de CIO souscrit pleinement.

Le rapport de la Commission présidée par Claude THELOT a le grand mérite de proposer une série de programmes cohérents qui doivent permettre au système éducatif de progresser...

Hormis l'enseignement supérieur, qui n'est volontairement pas traité ici, ce rapport s'inscrit dans une perspective globale. A partir de quelques constats forts liés aux difficultés à prévoir les besoins économiques futurs et à la déconnexion croissante entre la formation initiale et l'emploi occupé, il propose de mettre l'accent sur les notions d'adaptabilité et de formation tout au long de la vie.

Cela doit amener à une réorganisation des enseignements professionnels mais doit aussi interroger les services d'information et d'orientation.

Quelle place le CIO doit-il prendre dans une perspective globale de formation initiale et continue ? Quel conseil en orientation formuler dans un monde dont le futur est aussi peu lisible ?

Indépendamment de la maîtrise des savoirs fondamentaux, le rapport met l'accent sur la nécessité pour chaque élève de choisir une voie d'enseignement adaptée à ses intérêts et à ses capacités.

Mieux informer les acteurs est aussi selon le rapport, un moyen de participer à l'égalité des chances et des résultats. Cela suppose que les individus puissent s'orienter dans ce labyrinthe ; "l'information des parents et des élèves est un enjeu essentiel et celle-ci reste le plus souvent très faible et implicite".

Quand il s'agit d'approcher la notion d'échec scolaire et de réponse personnalisée, le rapport insiste sur le diagnostic préalable à la proposition

d'éducation adaptée.

Un des programmes est consacré à l'Orientation – c'est d'après Claude THELOT "ce qui marche le plus mal dans notre système éducatif. »

On peut regretter qu'un diagnostic précis n'ait pas précédé cette affirmation.

Parle-t-on :

De la préparation à l'orientation, versus éducatif ?

De l'accompagnement, lors de la prise de décision et de la mise en œuvre de l'orientation ?

Des procédures d'orientation, d'affectation ou des écarts entre les deux ?

De l'insertion ?

Du travail spécifique des Services d'Orientation, conseil technique, observatoire, conseil en orientation, expertises psychologiques... ?

Si l'Association nationale des Directeurs de CIO considère que de nombreuses marges de progrès existent concernant l'orientation, nous contestons un diagnostic par trop holistique et négatif, pas forcément exempt de démagogie en ce qui concerne la promotion d'une sorte de « droit à la mise en œuvre du projet de formation éclairé. » Nous réaffirmons l'importance du droit au conseil en orientation seul garant de la prise en compte de l'ensemble des dimensions constitutives de la décision d'orientation.

Dans des conditions souvent difficiles les personnels des CIO donnent pour la plupart d'entre eux le meilleur d'eux-mêmes avec un grand sens du service public.

Nous militons depuis de longues années pour une réforme « en profondeur » de nos services et des CIO en particulier, pour qu'enfin nous ayons les outils nécessaires à un meilleur



exercice de no-

tre métier.

La Commission demande à ce que, dès le collège, on donne aux élèves les moyens d'élaborer un projet de formation grâce à des heures inscrites dans leur emploi du temps. Ils doivent être destinataires d'une information claire et complète... donnée par des interlocuteurs compétents.

La Loi d'Orientation de 1989 précisait déjà que : "le jeune construit son orientation au lieu de la subir" "pour effectuer son choix il reçoit information, aide et conseil" – mais rien ne précisait les conditions de mise en œuvre de cette affirmation.

Nous pensons qu'il est possible de mieux utiliser les compétences existant chez les professionnels de l'orientation.

Si nous sommes d'accord pour considérer que les spécialistes ne peuvent pas être les seuls à prendre en charge la dimension éducative de l'orientation, il nous semble plus que nécessaire d'asseoir institutionnellement le rôle du CIO et donc du Conseiller d'Orientation Psychologue dans ce contexte.

Le CIO, par son existence même comme organisme indépendant des établissements scolaires, garantit l'impartialité de l'information et du conseil en orientation... que certains pourront traduire par la nécessité de donner "une bonne information".

Le CIO doit être renforcé par un statut adapté lui permettant de contractualiser pour mener des projets visant à mettre en place, avec divers partenaires du monde de la formation, mais aussi du monde économique, des outils d'information au service entre autres des établissements scolaires (forums, expositions, ...)

L'orientation dans l'Établissement

L'action du CIO doit s'inscrire dans des missions nationales et académiques formalisées et se décliner localement dans une contractualisation CIO-Etablissements afin de répondre au mieux aux besoins de terrain. Le Conseiller d'Orientation Psychologue développera son rôle de conseiller technique du chef d'établissement et des équipes éducatives en préservant son action dans les classes et auprès des élèves.

La Commission recommande d'asseoir le processus d'orientation et d'affectation des élèves sur trois engagements :

- aider les élèves à former un projet scolaire au cours du collège,
- respecter au mieux le choix éclairé de l'élève et de ses parents,
- favoriser les changements de parcours.

La lecture du rapport permet de penser que la Commission a bien compris les enjeux liés à l'orientation – elle propose d'asseoir le processus d'orientation sur un équilibre entre les goûts, la motivation, les compétences des élèves, les besoins de l'économie et l'offre d'éducation.

Claude THELOT a pu préciser l'importance qu'il accordait à l'adjectif "éclairé" (conférence du 5 novembre 2004 à Nancy)

Mais force est de constater que le rôle du Conseiller d'Orientation Psychologue est souvent limité à celui d'un informateur parmi d'autres.

Par ailleurs aucun lien n'a été effectué avec la notion d'adaptabilité évoquée au début du rapport.

Les compétences de psychologue du COP, sa connaissance du monde économique, du monde de la formation doivent être mieux utilisées et sa place réaffirmée dans l'établissement.

Le rapport prévoit que le projet d'établissement doit comprendre un volet "orientation" élaboré par le "Conseil de la Communauté Éducative"... dont ni le DCIO, ni le COP ne font partie.

Nous pensons que le volet "orientation" du projet doit s'appuyer sur un diagnostic de l'établissement

comprenant entre autre une étude des caractéristiques de la population scolaire et des flux. Pour cela, il nous paraît évident que le CIO, son directeur et le COP doivent jouer pleinement leur rôle de spécialistes.

Concernant le rôle de l'entreprise, un travail en lien avec celle-ci ne peut être que bénéfique, s'il s'inscrit, avec toute la cohérence souhaitable dans le projet d'établissement. Il faudra éviter l'écueil d'un défilé des branches professionnelles présentant leurs besoins en main d'œuvre qualifiée de façon trop partielle.

L'orientation dans le bassin de formation

Le CIO dans son bassin doit être clairement identifié comme observatoire et centre de ressources. Historiquement les CIO ont travaillé au suivi des populations scolaires et de leur insertion dans un souci de resituer la problématique de l'orientation individuelle dans un contexte plus large

Ces savoir-faire peuvent être mis à la disposition des échelons de décision, de l'établissement jusqu'au niveau académique, en passant par le bassin qui pour nous est un niveau d'échange et de pilotage pertinent. Les décisions concernant la carte de formation pourraient être instruites dès ce niveau.

L'idée de fonder orientation et affectation est a priori séduisante – elle se heurte néanmoins au principe de réalité qui, même après amélioration de la carte des formations, nécessitera toujours des ajustements entre les vœux des élèves, de leurs parents, les capacités d'accueil et l'implantation des formations professionnelles.

D'autre part n'oublions pas que l'accès en CFA se fait à partir de la signature d'un contrat de travail qui échappe complètement aux procédures du système éducatif.

En conclusion,

Nous pouvons considérer que le rapport THELOT est effectivement un outil de travail pertinent, ayant le mérite de bien poser les problèmes.

Mais qui comporte plusieurs lacunes

importantes :

- Il demeure silencieux sur le droit au conseil en orientation.

- Il limite la problématique de l'orientation au collège alors que la préparation de l'orientation au lycée est au moins aussi importante ;

- Dans ses préconisations, il utilise peu les compétences des conseillers d'orientation psychologues et semble les réduire au seul volet « information »

- Le CIO n'existe pas, ni comme outil au service des usagers ni comme acteur institutionnel dans le bassin au côté des établissements.

Mais aussi plusieurs points d'appui intéressants :

- La voie professionnelle doit être revalorisée et être l'objet d'un choix positif d'orientation.

- L'éducation à l'orientation doit faire partie des missions des établissements et être inscrite dans le temps scolaire pour tous les élèves.

- L'élève doit bénéficier d'une information complète lui permettant de faire un choix éclairé.

Plusieurs rapports ont été récemment consacrés spécifiquement à l'orientation – rapport HENOQUE – LEGRAND pour le HCEE, rapport sur la consultation interne et externe des services d'orientation.

Un audit de l'Inspection générale est actuellement en cours.

L'Association nationale des directeurs de CIO qui a toujours été favorable à une évolution de l'organisation de nos services et à une revalorisation des statuts de directeur de CIO et COP continuera à faire valoir ses analyses et son point de vue auprès des intervenants en charge de ce dossier



COMPTE-RENDU DE LA RENCONTRE
avec
M. Claude THELOT le 05 novembre 2004 à NANCY

Contexte :

Claude THELOT intervenait pour présenter son rapport, suite à l'invitation du Conseil économique et social de Lorraine.

Les chefs d'établissement de Lorraine avaient tous été invités. Les directeurs de CIO l'ont été après intervention de l'Association des Directeurs.

Intervention Claude THELOT

Pour Claude THELOT, la loi d'Orientation actuelle est une bonne loi, mais qui a vieilli. Il faut une nouvelle loi qui doit tenir 15 ans environ c'est-à-dire le temps d'une scolarité obligatoire. Il faut s'attacher à la question du "*Comment*" plutôt que des objectifs et faire passer les intentions dans les faits.

Le système éducatif français a été construit autour de l'objectif de dégager une élite scolaire, mais cela ne doit pas être contradictoire avec une réussite de "*masse*". La question est de rendre compatible les deux objectifs.

8 programmes d'action ont été déclinés. Ils sont essentiels mais perfectibles.

1^{er} programme : Élever le niveau de qualification en réorganisant la scolarité obligatoire, en personnalisant les apprentissages.

2^e programme : Aménager le lycée en rééquilibrant les voies de formation. Le lycée est le plus facile à réformer... mais ce n'est pas une urgence.

3^e programme : Revoir l'orientation.

"C'est ce qui fonctionne le plus mal dans le système éducatif".

Il n'est pas raisonnable de demander aux jeunes de définir un projet professionnel à 14 ou 15 ans. Il est possible par contre de faire émerger un projet de formation. (Qu'est-ce que j'ai envie d'apprendre ?).

4^e programme : Développer une véritable politique de mixité sociale.

5^e programme : Donner plus d'autonomie aux établissements... car *"tout se joue dans les classes - l'acte éducatif ainsi que la préparation à l'orientation"*. Il faut développer les possibilités d'actions de l'établissement tout en l'évaluant et en le contrôlant.

L'idée de projet d'établissement n'est plus très crédible. Il faut le remplacer par la notion de contrat définissant des lignes d'action.

6^e programme : Redéfinir le métier d'enseignant.

Il faudra réformer les IUFM et faire des profs des "*spécialistes de la réussite de tous les élèves*". La transmission des savoirs est une chose, mais la question de savoir si les connaissances sont bien transmises est aussi importante. Il faudra recruter les enseignants sur des capacités professionnelles.

les et pas seulement sur des savoirs.

7^e programme : Construire une éducation concertée.

Une école sanctuaire et isolée ne parviendra pas à faire réussir tous les élèves. L'éducation doit être concertée avec les parents.

8^e programme : Renforcer les partenariats.

C'est une des clés de la réussite de l'école. L'école doit tisser des liens avec son environnement social et en particulier avec les collectivités territoriales.

Après son exposé, Claude THELOT permet à la salle -environ 500 personnes- de poser quelques questions lui permettant ainsi de préciser certains points de méthodologie mais aussi sur le fonds.

Il précise, en premier lieu, que donner des objectifs quantitatifs ne suffit pas mais qu'il faut donner un sens à ces objectifs.

L'école est dans la société, mais elle n'est pas déterminée par la société; elle a des valeurs propres qui peuvent être différentes de celle-ci.

La question de la motivation des élèves est essentielle dès lors que la scolarité obligatoire est réussie.

Au lycée, il faut des voies de formation plus typées dès la classe de seconde. Elle doivent être structurées autour de grands domaines.

Concernant l'Orientation, Claude THELOT insiste sur le rôle de l'école qui doit aider l'élève à s'orienter, à choisir et ce dans un monde incertain.

En FRANCE, l'Orientation est confiée à des spécialistes. C'est un modèle unique au monde. Dans les pays étrangers, ce sont les enseignants qui s'occupent de l'Orientation.

Il faut trouver un système qui prenne en compte l'organisation française, mais qui associe plus fortement les enseignants.

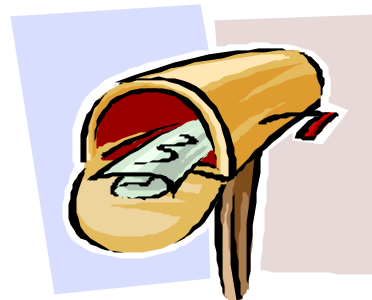
Les COP doivent avoir un rôle très fort mais pas le monopole de l'Orientation.

Il faut réussir la fonction d'éducation aux choix.

Cet acte éducatif doit être partagé entre les COP, les enseignants et des intervenants extérieurs. Le projet de formation devra obligatoirement être "*éclairé*" - "*ce mot est important et même essentiel*". Il faut ensuite s'engager à le respecter en renforçant la flexibilité de l'offre scolaire.



Dominique Lagaude



Restructurations, mutations forcées et incertitude à l'Onisep Trois Délégations régionales sont supprimées

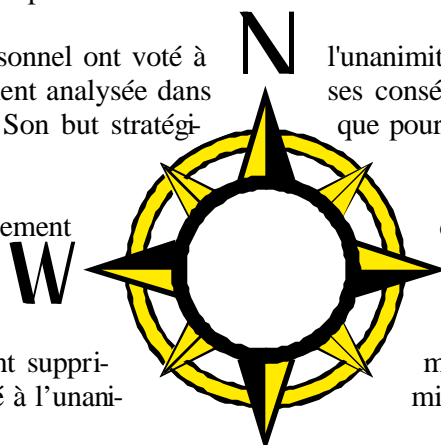
Le Comité Technique Paritaire du 08 novembre s'est réuni à la demande des représentants du personnel, à propos d'une éventuelle suppression des 3 délégations de l'Île de France (Versailles, Créteil, Paris), sujet sur lequel il n'a jamais été consulté en amont. Trois délégations sont donc appelées à être supprimées et une nouvelle de 32 personnes à être créée aux environs de Paris-Nation, ceci au plus tôt à la rentrée 2005. (11 personnes devront trouver une solution hors de l'Onisep).

Les cinq représentants du personnel ont voté à l'unanimité contre cette intention de projet. Elle n'a en effet pas été suffisamment analysée dans ses conséquences organisationnelles, politiques, que pour le développement de l'Office n'est pas institutionnelles et humaines. Son but stratégique n'est plus clairement défini.

Les modalités d'accompagnement ne sont en aucun cas précises - conseil. Aucune réponse qui concerne l'attribution des postes n'étant pas pour l'instant supprimée de l'administration ont accepté à l'unanimité cette proposition de la direction.

Ce sont plus de 8% du personnel de l'Office qui de l'Onisep qui est inquiet. Nous estimons que fonctionnaire (salarié) et l'administration de ses personnels, y compris en phase de réorientation structurelle, la sécurité nécessaire à leur investissement professionnel et au déroulement de leur vie personnelle.

Les questions précises posées sont restées sans réponse, y compris le devenir de nos deux collègues DRA qui, aux dires de la Direction, ne seront pas embauchés sur les deux postes de « correspondants » laissés à Créteil et Versailles et doivent demander une mutation.



l'unanimité contre cette intention de projet. Elle n'a en effet pas été suffisamment analysée dans ses conséquences organisationnelles, politiques, que pour le développement de l'Office n'est pas institutionnelles et humaines. Son but stratégique n'est plus clairement défini.

des 43 collègues susceptibles de bouger ne peuvent être accompagnés sinon en terme d'accompagnement. Aucune réponse ne peut être fournie en ce qui concerne l'attribution des postes n'étant pas pour l'instant supprimée de l'administration ont accepté à l'unanimité cette proposition de la direction.

se trouvent concernés mais aussi tout le personnel de l'Onisep (entreprise), l'employeur doit garantir à son personnel, y compris en phase de réorientation structurelle, la sécurité nécessaire à leur investissement professionnel et au déroulement de leur vie personnelle.

Jean-Marie Quiesse



**Association Nationale des Directeurs
de Centre d'Information et d'Orientation**

Pensez à visiter notre site Internet :
<http://perso.wanadoo.fr/adcio>

BULLETIN D'ADHESION 2004 – 2005

(Ouvert aux collègues faisant fonction de DCIO)

ACADEMIE :

NOM : M. Mme Melle ⁽¹⁾

Prénom :

Lieu d'exercice : CIO ETAT COLLECTIVITE – DRONISEP – SAIO – AUTRE (à préciser) ⁽¹⁾ :
VILLE :

Rubriques à renseigner en cas de 1^{ère} adhésion ou de modifications

Adresse :

Éventuellement, ancienne affectation (académie - ville) :

Tél. :

Fax :

Mél du service (CIO – SAIO – DRONISEP - AUTRES) :

Mél DCIO professionnel :

Mél DCIO personnel : *(facultatif)*

Adresse personnelle : *(facultatif)*

Fait à _____ , le
Signature,

⁽¹⁾ Rayer les mentions inutiles

Le montant de l'adhésion a été fixé à 45 € pour l'année scolaire 2004-2005.

Vous pouvez régler votre cotisation en deux fois. Dans ce cas vous établirez **deux chèques** (23 et 22 €) à l'ordre de l'A.N.D.C.I.O., **datés du jour d'émission**, en précisant au verso du deuxième chèque la date à laquelle vous souhaitez qu'il soit présenté à l'encaissement.

Bulletin d'adhésion à envoyer directement au trésorier accompagné de votre cotisation (ou à remettre au délégué académique : possibilité d'envoi groupé).

Votre carte d'adhérent vous parviendra soit directement, soit par l'intermédiaire de votre délégué académique.

N.B. Pour permettre à chaque adhérent de voter lors de l'Assemblée Générale (qui se déroule habituellement en septembre), la période d'adhésion s'étend du 01.10.2004 au 30.09.2005.

Trésorier : Adrien BERNARD – Rectorat – S.A.I.O. – 31, rue de l'Université – 34064 MONTPELLIER CEDEX

Tél. 04 67 91 48 71 – Fax 04 67 91 50 78 – mél : adrien.bernard@ac-montpellier.fr